

*Questions orales*

Il conviendrait de dire que le chef libéral veut le pouvoir, mais qu'il n'a pas de programme économique.

C'est le parti qui était au pouvoir quand les taux d'intérêt étaient de 21 p. 100 et que les taux hypothécaires atteignaient 21,7 p. 100.

Les Canadiens veulent la vérité. Ils veulent des vraies mesures économiques, pas le genre de faux-fuyants qu'on essaie de leur faire passer. Qu'on nous dise clairement ce que le Parti libéral a à offrir.

---

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Depuis maintenant des semaines, nous entendons le gouvernement affirmer que les femmes victimes de harcèlement sexuel doivent recevoir un traitement équitable et qu'elles doivent avoir droit aux prestations d'assurance-chômage.

Hier soir, dans un discours prononcé devant la chambre de commerce de Lewisporte, à Terre-Neuve, nous avons pu entendre un ministre important expliquer comment il voyait le sexisme:

«Apparemment, toute personne qui quitte un emploi est victime de harcèlement sexuel. Il doit y avoir un nombre effarant de travailleurs séduisants. Personnellement, je n'ai jamais été victime de harcèlement sexuel. Si cela devait m'arriver, vous pouvez être certains que je voudrais que tout le monde sache que l'on m'a rendu un tel hommage.»

Comment le gouvernement peut-il affirmer qu'il prend le harcèlement sexuel au sérieux quand un ministre de premier plan montre qu'il ignore tout du problème?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, le gouvernement prend la question du harcèlement sexuel et de la violence contre les femmes très au sérieux.

La députée connaît le ministre des Pêches aussi bien que moi et le connaissant comme nous le connaissons, je suis absolument convaincu qu'il ne voulait pas donner une image défavorable des vraies victimes de harcèlement sexuel.

Le ministre est en route pour Ottawa. Je peux vous garantir, madame la Présidente, que s'il a des éclaircissements à donner au sujet de cette déclaration, ceux-ci seront rendus publics.

On vient de me remettre une critique d'un livre paru sur M. Crosbie et on y lit: «C'est d'ailleurs John Crosbie qui a exercé des pressions auprès de ses collègues pour faire nommer plus de femmes juges, pour faire appliquer les ordonnances fédérales sur les pensions alimentaires et la garde des enfants, pour mettre fin à la discrimination contre les femmes dans les forces armées et pour mettre fin à l'exploitation des femmes et des enfants dans le matériel pornographique. Cependant, lorsqu'il s'agit de ses initiatives législatives ou de son humour, la presse rapporte immanquablement ses plaisanteries scabreuses.»

Honnêtement, je ne crois pas. . .

**Mme le vice-président:** Le ministre pourra poursuivre plus tard.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Madame la Présidente, ce n'est pas la presse qui rapporte des plaisanteries douteuses. C'est le ministre qui, encore une fois, affiche une insensibilité totale à l'égard de la question du harcèlement sexuel et de ses ravages en milieu de travail.

• (1120)

Je voudrais demander au premier ministre suppléant, puisque ses collègues et lui-même prétendent se préoccuper beaucoup de cette question, s'il se rend compte que les observations que peut faire un ministre de premier plan pour ridiculiser le problème du harcèlement sexuel en milieu de travail envoient le mauvais message au mauvais moment et que ce projet de loi n'est pas bon?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, je vous assure que le ministre des Pêches et des Océans n'est pas insensible au harcèlement sexuel, à l'exploitation des femmes et à la violence qui leur est faite. Sa feuille de route est là pour le prouver.

Il est actuellement en route vers Ottawa. S'il doit clarifier ses propos, je sais qu'il n'hésitera pas à le faire. Je suis convaincu que la députée trouvera ses explications satisfaisantes.

[Français]

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** On nous demande de changer de sujet, madame la Présidente. Ce n'est pas acceptable que le représentant du premier ministre, aujourd'hui, en Chambre, ne nie pas les politiques expri-